Publication de la  Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois.	1 fr. 25
Six mois.	2 50
Un an	5 »

On s'abonne à la librairie de BLOSSE, passage du Commerce, 7, à Paris.

Pour la Province et l'Etranger :

Trois mois	2 fr. 50 c.
Six mois	5 »
Un an	10 »

On s'abonne, pour l'Étranger, chez FRANCK, successeur de BROCKHAUS, à Paris et à Leipzig.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'Ecole de médecine, à Paris. — Toutes les lettres ou demandes venues de Pologne, de Russie ou d'Autriche doivent être envoyées affranchies à la librairie FRANCK, à Leipzig.

2e Année. — Numéro 7. — 8 Juillet 1849.

Des conditions d'indépendance de la Hongrie.

L'Autriche a fini ses destinées ; quand même elle parviendrait à traîner quelque temps encore son existence déshonorée à la remorque du cabinet russe, elle n'en a pas moins perdu pour jamais sa signification européenne. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point la Hongrie est appelée à hériter de ses dépouilles.

La Hongrie assurément aurait encore un beau rôle, même en demeurant restreinte à ses frontières actuelles; mais ce rôle pourtant sera toujours secondaire, aussi longtemps que l'État hongrois prétendra agir comme un État uniquement maghyar. Qu'est-ce qui a amené la ruine de l'Autriche ? c'est l'obstination de sa dynastie et de son cabinet à rester exclusivement allemand. Ce qui a renversé l'Autriche renverserait aussi tôt ou tard la Hongrie, si cette nouvelle puissance ne se montrait pas plus sage, plus sympathique surtout vis-à-vis des Slaves, que ne l'a été l'Autriche. La centralisation bureaucratique de plusieurs nationalités en une seule ne s'imposera jamais aux diverses races danubiennes que par la force des baïonnettes étrangères. C'est aux Hongrois à ne pas suivre l'ornière de l'Autriche, s'ils ne veulent pas tôt ou tard avoir le même sort qu'elle. Le fédéralisme, voilà leur seul moyen possible d'existence : ils ne réussiront à briser la coalition austro-moscovite qu'en lui opposant une association d'États unis les uns aux autres aux conditions librement stipulées par chacun d'eux dans un congrès commun.

Ce mode d'annexion fédérative est surtout indispensable vis-à-vis des Slaves méridionaux. La Croatie, par exemple, a depuis des siècles son organisation à part et ses droits garantis sous le nom de droits municipaux. L'autonomie nationale des Croates va jusqu'à leur permettre de célébrer chez eux des diètes législatives, tout à fait en dehors de la diète générale hongroise. Les résolutions prises par chaque diète croate sont, sous le nom de *statuts*, présentées directement à la ratification du trône ou du pouvoir central. Ces statuts une fois ratifiés ont force de loi et demeurent obligatoires pour le pouvoir comme pour le pays. C'est ce que reconnaissent solennellement les traités de 1454, de 1600, de 1715 et les conventions de 1848.

Tels sont les droits historiques et séculaires sur lesquels la diète dite des *trois royaumes unis* (sabor troïedne kralïevine), c'est-à-dire de Croatie, Slavonie et Dalmatie, base depuis dix ans sa résistance aux envahissements et surtout à l'introduction de la langue des Maghyars. C'est en vertu de priviléges diplomatiquement consacrés, que la dernière diète d'Agram a élevé la langue nationale slave à la dignité de langue officielle pour toute l'étendue des trois royaumes. Lorsque, l'année dernière, les représentants croates décrétèrent leur annexion à l'Autriche et leur malheureuse séparation de la Hongrie, ils la motivèrent par la raison que les Maghyars entendaient centraliser le pouvoir entre leurs mains, et enlever aux *partes adnexæ* de la Hongrie leurs priviléges héréditaires et constitutionnels. « Si notre nation, écrivait en août 1848 un de ces représentants, Vukotinovitj, si notre nation veut l'intégrité de l'Autriche, c'est parce que l'Autriche nous promet d'être une confédération de peuples tous égaux politiquement. Prêts à tirer l'épée pour la dynastie, nous le

ferons uniquement comme Slaves, nullement comme Autrichiens ; et en combattant les Maghyars, nous les combattrons en notre nom, et non pas au nom des Habsbourg.»

C'est de ce point de vue tout national qu'il faut considérer l'antagonisme entre les Hongrois slaves et les Hongrois maghyars, antagonisme qui ne pourra cesser que quand la distinction des races et leur émancipation fédérative se trouveront consacrées par des lois organiques. Quand la dernière diète d'Agram débattit, il y a un an, la question de son annexion volontaire à l'Autriche, il ne fut question d'union pure et simple qu'avec les Slaves autrichiens ; avec l'Autriche allemande on n'entendait contracter qu'une fédération conditionnelle. «Mais, observa alors un des députés croates, Kukulïevitj, dans le cas où la diète générale de Vienne ne nous recevrait pas, nous considérant comme une fraction de la diète hongroise, ou bien redoutant l'introduction dans son sein d'une majorité slave, dans ce cas je demande si nous proclamerons isolément et à nos risques et périls notre indépendance. Pour un acte aussi hardi nous sommes trop faibles. Je voudrais donc qu'en toute éventualité on se ménageât une ressource du côté des Maghyars, au cas où l'Autriche tromperait notre attente. Nous ne devons pas oublier qu'autrefois nous avions notre propre armée, notre monnaie, notre couronne à part, tout en vivant dans une alliance intime et fraternelle avec les Hongrois. Cet état de choses peut revenir. Si l'Autriche se refuse à reconnaître notre nationalité, tenons-nous prêts à offrir à la cause hongroise un appui capable de nous faire respecter. Quiconque parmi nous aime sa patrie doit, dans une sage prévision de l'avenir, ménager les moyens de réconciliation avec les Maghyars.»

Ces paroles quasi prophétiques pourraient trouver aujourd'hui leur réalisation dans l'intérêt réuni des Slaves et des Maghyars. Si les chefs de parti, au risque d'y perdre un peu de leur popularité, avaient pris soin d'abaisser le mur de haine et de préjugés élevé entre les deux races par M. de Metternich, les patriotes des deux camps recueilleraient aujourd'hui les fruits d'une propagande conduite sincèrement dans un but de conciliation. Au lieu de cela, les chefs slaves se sont livrés aveuglément à la camarilla impériale. Le ban Ielatchitj, en qui la race slave presque entière voyait son émancipateur, et qu'elle appelait par avance son Napoléon, le ban a commis une série de fautes inexcusables. Traîné comme un vaincu au char du prince Windischgrætz, il a suivi ce présomptueux jusqu'au bout. Au moment de la publication de la *charte-oukase*, le 2 mars, une proclamation à l'armée, signée d'Ielatchitj, exprimait de sa part l'*obéissance et l'admiration la plus illimitée* (persœnliche unbegrænzte verehrung) pour l'excellence princière qui régnait à Bude. Depuis lors, le patriotisme du ban n'a plus marché que de chute en chute ; il en est venu à baillonner la presse et à bombarder les villes des Serbes, comme Windischgrætz avait fait pour celles de la Bohême. Maintenant Ielatchitj est regardé même par le peuple comme l'auteur de tous ses maux. Les chansons les plus satiriques circulent sur son compte en Croatie. Dans sa plainte naïve, le paysan lui-même fait entendre cet amer refrain : *Chto si*, *bane*, *razchirio grane*, *skupi*, *bane*, *skupi* (Recueille, ô ban, recueille la moisson que tu as semée).

Le patriarche des Serbes, Raïatchitj, est presque aussi dépopularisé en Voïevodie que le ban l'est en Croatie. Son refus récent de s'entendre avec les députés des principales villes serbes pour la convocation d'une diète nationale a indisposé la population entière. Le patriarche n'a plus d'amis que Meyerhofer et ses lieutenants, tous adversaires déclarés de l'émancipation des Slaves. Appuyés sur ces précédents, Bem et Perczel ont annoncé l'intention formelle de convoquer, par le moyen des comités électoraux de toute la Voïevodie, une diète générale serbe, qui, après avoir débattu et décidé les conditions de l'union fédérative des Serbes avec la Hongrie, enverra ensuite une délégation tirée de son sein siéger à la diète suprême des divers Etats hongrois. Si elles ne réalisent pas complétement tout ce que les patriotes slaves auraient le droit de réclamer, les bases d'accommodement proposées par ces généraux se présentent du moins comme infiniment plus favorables que la charte autrichienne, au développement libre des diverses nationalités. Mais que sont des promesses de généraux sans la sanction des législateurs et du gouvernement lui-même ? Tant que les Maghyars n'auront pas fait du fédéralisme et de la distinction des nationalités la base de leur futur empire, aussi longtemps l'existence de cet empire restera problématique.

Cependant, si les Croates et les Serbes ne veulent pas disparaître bientôt dans le gouffre du panslavisme russe, il y a pour eux urgence de se réconcilier autant que possible avec la Hongrie. Aujourd'hui que les Maghyars ne peuvent plus être accusés d'aucune arrière-pensée d'alliance au détriment des Slaves avec cette Autriche affaiblie, condamnée à languir désormais comme une honteuse annexe de l'empire moscovite, tous les petits peuples de l'Orient européen comprendront que leur intérêt est de se coaliser avec les Hongrois, pour mettre fin à l'impuissante bureaucratie des Habsbourg.

L'histoire entière constate que la forme fédérative a constamment été l'idéal gouvernemental des Slaves. C'est ce principe que la diète de Kremsier défendit avec tant d'éclat : c'est celui de tous les journaux publiés par la propagande bohême. La *Slovanska lipa* de Prague n'a si obstinément soutenu le cabinet d'Olmütz que parce qu'il promettait d'étendre le fédéralisme à toute l'administration. Aujourd'hui que l'Autriche elle-même s'est par son propre choix suicidée, plutôt que de se faire fédérative, les Slaves n'ont plus rien à espérer d'elle. Ils peuvent, au contraire, tout attendre de la Hongrie, assez forte pour garantir leur indépendance, et trop faible pour l'étouffer. C'est à la diète hongroise à ne pas tromper leur attente.

Toute l'Europe libérale désire aujourd'hui la reconstitution d'une Hongrie indépendante. Depuis l'intervention russe, les partis jusqu'à présent les plus conservateurs hors de France, même les journaux semi-officiels de Londres, expriment hautement leur antipathie pour la camarilla autrichienne.

« Au point de vue du droit, dit le *Globe*, dans la lutte austro-hongroise, le tort est tout à fait du côté de l'Autriche. Le prince Schwarzenberg a, de propos délibéré, abrogé une constitution nationale antique, défendue depuis longtemps contre toute atteinte... Au contraire, les prétendus révolutionnaires de Debreczin ont soigneusement gardé le terrain légal. La déclaration même de déchéance qui a frappé les Habsbourgs a été faite avec autant de gravité, autant de respect pour les précédents, que les actes du même genre à Westminster en 1688. » Le comte Ladislas Teleki écrit avec raison : « La pragmatique-sanction qui a placé la maison de Habsbourg sur le trône de Hongrie était entre elle et nous un contrat d'alliance contre l'invasion étrangère. Maintenant que l'Autriche se ligue avec des étrangers contre nous, il est évident qu'elle réduit elle-même à néant le pacte d'union. » Mais, nous le disons sans détour aux Maghyars, eussent-ils pour eux l'Europe libérale entière, tant qu'ils ne gagneront pas à leur cause par le fédéralisme les patriotes slaves, leur indépendance ne sera que nominale.

Les Polonais sous la Monarchie de juillet et la République de février.

La politique suivie par la monarchie de juillet et par la république de février, en ce qui regarde la Pologne, offre des rapprochements du plus haut intérêt. On dirait qu'il s'accomplit un changement radical dans la politique traditionnelle de la France. Nous constatons le fait et nous laissons à un avenir prochain le soin d'en tirer les conséquences inévitables.

La monarchie de juillet n'avait rien promis à la Pologne, elle n'avait pas pris l'engagement de la *reconstituer libre et indépendante*. Enfermée dans le traité de Vienne, qu'elle subissait plutôt qu'elle ne l'acceptait, elle proclama hautement le maintien de la nationalité polonaise. Elle réserva l'avenir, comprenant admirablement l'incalculable avantage d'une reconstruction de la Pologne pour les intérêts français. C'est sur le rapport présenté par M. Guizot que la chambre vota les subsides et accorda hospitalité et protection à l'émigration polonaise. Nous rendons cette justice à la législature d'alors, qu'elle avait un sentiment élevé des devoirs et de la mission de la France en Europe.

L'opposition démocratique, arrivée au pouvoir, promit tout, s'engagea à tout. L'Assemblée constituante prit l'engagement de reconstituer une Pologne libre et indépendante. Ces protestations paraissaient sincères; car elles s'accordaient parfaitement avec l'intérêt de la nation : et cependant ce n'étaient que des paroles sonores, mais vides de sens. Les faits le prouvent, à n'en plus garder aucun doute ni aucune espérance.

La république diminue les subsides que la monarchie accordait, guidée par un double instinct d'humanité et de prévoyance politique. En admettant qu'il n'existe pour l'acquittement de ces subsides aucune obligation morale, la république devrait se souvenir que le gouvernement français est resté, depuis l'époque de Napoléon, redevable à la Pologne d'une somme de 40 millions de francs. La monarchie ne le niait pas, puisqu'un de ses ministres, M. Thiers, sollicité diplomatiquement par le prince Lubecki de restituer cette somme au cabinet russe, lui répondait : « La créance, monsieur, est excellente; mais où sont les créanciers? » Ce n'est pas que la Pologne tienne à cette somme; loin de là, elle aimerait à considérer les subsides donnés par la France à ses enfants proscrits comme un bienfait, et non pas comme l'acquittement d'une dette. C'est le sentiment qui a constamment dirigé vers la Seine tous les proscrits de la Vistule. La monarchie, en retour, accueillit successivement et avec la même sympathie toutes les émigrations. Quand le gouvernement prussien, en 1833, voulut *déporter* en Amérique plusieurs centaines de Polonais, la monarchie de juillet ne craignit pas de leur ouvrir ses portes. Dans ses instructions confidentielles, M. Salvandy, ministre de l'instruction publique, recommandait spécialement à ses subordonnés la jeunesse polonaise; et il fournissait aux émigrés toutes les occasions possibles d'avancement dans son administration. Voyez ce que fait maintenant la république. En 1849, le gouvernement autrichien déporte près de deux cents Polonais en Amérique; ils touchent cette terre française qu'ils ont appris à honorer et à aimer, et on les repousse vers l'Afrique. On nous dit, pour excuser cette mesure inhumaine et impolitique, que ce serait manquer à l'Autriche que d'accueillir hospitalièrement des hommes condamnés par elle à la déportation. On ne daigne pas s'enquérir si cette puissance, aussi atroce que lâche, a formulé contre ces victimes une accusation quelconque de crime ou de culpabilité. Que pensera la Pologne en apprenant ces faits à jamais déplorables?

La monarchie de juillet a eu le tort immense d'abandonner la Pologne pendant sa lutte glorieuse de 1831. Elle croyait s'affermir et obtenir la reconnaissance sincère des monarchies despotiques, en tolérant l'extermination de sa grande alliée du Nord, et jusqu'à la confiscation de la république cracovienne. Son calcul a été faux et fatal pour elle-même. La république renouvelle les mêmes fautes en les exagérant, et sans pouvoir en présenter aucune excuse. Le tsar, de son côté, répète la tactique qui lui a si parfaitement réussi en 1831. Son cabinet, en protégeant l'Autriche, la soumet à son action exclusive. Il déclare la guerre aux Hongrois et aux Slaves qui veulent reconquérir leur indépendance; mais il reconnaît la république française! et la république, en

échange de cette reconnaissance perfide et illusoire, lui abandonne la Hongrie, la Pologne et les Slaves.

La république, en se résignant à ce sacrifice déplorable sans s'assurer aucune compensation, sera-t-elle plus glorieuse que ne l'était la monarchie? Nous n'avons pas cette espérance. On n'assurera à la république ni gloire ni stabilité en lui faisant abandonner la politique traditionnelle du pays, et repousser les seuls alliés fidèles que la France ait jamais eus et qu'elle peut avoir encore. Colbert, ministre d'un roi absolu, disait: « Je vendrais tous mes biens pour secourir la Pologne. » L'empereur Napoléon s'écriait hautement en 1811 : « Plutôt la guerre contre la Russie que céder une seule chaumière polonaise ! » La république de 1848, qui se croit en progrès sur Louis XIV et sur l'empereur, livre à la Russie l'Autriche, la Hongrie et tous les Slaves. Elle proclame hautement qu'elle entend n'exercer aucune influence sur des événements qui vont changer bientôt jusqu'aux bases de l'ordre européen. Nous le disons avec le sentiment d'une amertume infinie, la France abdique, la France renonce à sa mission historique. La France redoute-t-elle la guerre? On répare facilement les désastres qu'amène la guerre; mais les défaites morales et politiques sont presque toujours irréparables.

Nous constatons ces faits malheureux, ce changement inattendu dans la politique française, mais nous le constatons sans colère. Notre plume se refuse à décrire les sentiments qui agitent l'âme des Hongrois, de nos frères polonais et des Slaves. Quel peuple aima plus la France que la Pologne? Or, à l'heure où nous sommes, la France, non contente d'abandonner la Pologne, en repousse les enfants loin de sa terre, autrefois inviolable refuge de tous les exilés. Que l'on y réfléchisse encore avant de s'engager sans retour dans ce chemin qui mène directement aux abîmes. Quoi qu'il en arrive, les Polonais et les Slaves ne périront pas. Mais la France séparée de ces alliés puissants et fidèles, avec lesquels elle pourrait régler les destinées nouvelles de l'humanité, la France ne court-elle pas les risques d'un démembrement? — *L'Occident s'en va!* écrit dans ses manifestes avec un profond dédain l'empereur Nicolas. Vraiment, il se pourrait qu'il eût raison.

Le journal *la Pologne* s'est donné pour mission de faire entrer dans l'antique alliance franco-polonaise tous les peuples slaves qui aspirent à la liberté, et de faciliter leur émancipation par l'intervention au moins morale de la France. Que dirons-nous donc aux Slaves, en voyant la France abandonner à la Russie tout l'Orient et le nord de l'Europe, n'avoir pour ses alliés les plus dévoués que des vœux stériles, et proclamer par l'organe de ses journaux et de ses ministres qu'elle renonce à exercer aucune influence sur les grands événements qui transforment la face du monde?

Si la France s'éclipse et s'annule, ce ne peut être que pour fortifier la Russie, qu'un ministère égaré ne craint pas d'appeler du haut de la tribune de la chambre *un gouvernement franc, parce qu'il est fort*. Que le cabinet français espère dans la franchise et la force moscovites, une telle hallucination n'imposera point aux Slaves. Réduits à dire comme le tsar que *l'Occident s'en va*, ils s'appuieront sur leurs propres forces, et ils abandonneront la France à la merci des *gouvernements francs et forts* de la Sainte-Alliance.

La France s'apercevra alors avec effroi de son isolement; mais nous craignons qu'il ne soit plus temps. Ses alliés, qu'elle abandonna au moment de leur lutte héroïque et désespérée, ne répondront plus à son appel intéressé. Tombés dans la *damnation moscovite*, ils se riront des regrets stériles et des remords tardifs de la France. Voilà quel avenir préparent pour cette noble et belle France les hommes d'État de la république. E.

NOUVELLES.

Il paraît certain qu'une fermentation des plus inquiétantes règne dans les camps moscovites. C'est à tel point que l'empereur Nicolas a cru devoir se retirer du théâtre de la guerre, laissant au conciliant Paskievitch le soin de calmer l'effervescence des mécontents. Cet habile général s'est alors décidé à prendre le commandement en chef de l'armée d'opération, qui est entrée de nouveau en campagne il y a quelques jours. Elle s'avance en formant un immense demi-cercle depuis les Karpathes galiciens jusqu'à la Croatie, pour tâcher d'aller joindre du côté de Petervaradin et de Zemlin le corps décimé d'Ielatchitj.

— Malgré le silence des journaux officiels de Vienne, la guerre de Hongrie se poursuit avec acharnement. Par leurs savantes manœuvres, Dembinski et Georgey ont d'abord refoulé les deux principaux corps d'invasion russe qui s'avançaient, l'un de la Galicie vers le Danube, l'autre de Presbourg vers Komorn. On parle d'une bataille d'avant-garde qui aurait eu lieu sur la route de Raab, et où il aurait été fait des Moscovites et des Autrichiens un carnage horrible. Le général Wyss, en couvrant la retraite, est tombé couvert de blessures mortelles aux mains des vainqueurs. Mais les Austro-Russes ont vite repris l'offensive. Poursuivant leur route, ils ont assailli avec 80,000 hommes la forteresse de Raab, que les Maghyars ont dû abandonner. Fiers de ce premier succès, ils sont, dit-on, maintenant en marche sur Komorn ; tandis que d'un autre côté Paskievitch, descendant du nord, se dirige avec le gros de l'armée vers Pest et vers la Theiss.

Des lettres particulières nous assurent que la lourdeur de leurs sacs et les grossières fourrures dont beaucoup d'entre eux sont réduits à se vêtir en plein été, faute d'uniformes convenables, épuisent les soldats russes. Aussi le typhus fait-il dans leurs rangs des ravages affreux. Sur quelques points de la Hongrie, ils ont déjà laissé une telle quantité de cadavres que l'air s'en trouve empesté; et des maladies contagieuses en résultent dans le pays. C'est pourquoi les autorités hongroises viennent d'ordonner de creuser pour ces victimes des fosses plus profondes que par le passé.

— L'insurrection des patriotes de Bade et du Palatinat a eu une malheureuse issue. Les deux généraux polonais Sznayde et Mieroslavski, chargés du commandement en chef des troupes insurgées de ces deux pays, ont dû reculer sur tous les points devant l'armée prussienne. Mieroslavski et une partie de ses compatriotes viennent de repasser en Suisse.

— Ce que la Sainte-Alliance gagne sur un point, elle le perd presque aussitôt sur un autre. Victorieuse en Allemagne, elle est à la veille de se voir totalement exclue du Piémont, à qui l'évacuation obséquieuse d'Alexandrie par les Autrichiens, le débloquement forcé de Venise et les promesses de la Hongrie ont rendu tout son courage. Au lieu de signer le traité de paix que propose Radetzki, le Piémont semble n'attendre que l'arrivée prochaine et partout annoncée d'un corps hongrois sur les côtes de Trieste, pour accepter les chances d'une nouvelle lutte.

CYPRIEN ROBERT.

PARIS. — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE MIGNON, 2.
(Quartier de l'École-de-Médecine.)